

Les voix oubliées des adolescentes DU bassin du lac tchad : **PRIVÉES D'ÉCOLE, BATTUES, VIOLÉES, AFFAMÉES, MARIÉES DE FORCE...**

1 fille sur 3 ne se sent pas en sécurité chez elle

Les chiffres font froid dans le dos : dans le bassin du lac Tchad, 1 adolescente sur 3 ne se sent pas en sécurité chez elle, 1 sur 5 a été battue au cours du mois précédent **l'enquête**, 1 sur 10 a été **victime d'agression sexuelle**... Après ses rapports sur la situation des adolescentes au Bangladesh et au Soudan du Sud, Plan International renouvelle son engagement à écouter et à porter la voix des filles en situation de crise humanitaire. Les filles du bassin du lac Tchad **sont au cœur du 3^e rapport de l'ONG, Adolescentes en danger : Les voix du bassin du lac Tchad.**

L'ONG Plan International place au cœur de sa stratégie d'urgence la voix des adolescentes victimes des conflits. Entre mars et mai 2018, 449 filles âgées de 10 à 19 ans ont été interrogées sur leurs conditions de vie au Nigeria, au Niger et au Cameroun.

L'objectif ? Redonner leur voix à ces adolescentes et restituer leur quotidien et porter leurs recommandations en matière d'aide humanitaire d'urgence. Elles y témoignent aussi de leur espoir d'un avenir meilleur.



© Plan International

La peur au ventre

Dans le bassin du lac Tchad, la violence et la peur sont omniprésentes dans la vie des filles. Plus d'1 sur 3 ne se sent pas en sécurité chez elle et plus d'1 sur 5 a été battue au cours du mois précédent l'enquête. Dans 60 % des cas, cela s'est produit au sein du foyer. « Elles sont battues et violées. *La plupart du temps, c'est l'oncle, le voisin ou la belle-mère de l'enfant. C'est ce qui se passe quand la fille n'a plus ses parents pour la protéger* », révèle une adolescente de 17 ans dans le camp de Sayam, au sud-est du Niger. Dans la région du lac Tchad, plus de 67 % des filles interrogées ont été séparées de leur père et près d'un tiers (30 %) de leurs deux parents en raison de la crise (lire Les filles : premières victimes de la crise, p.3). Cette situation familiale influence fortement le sentiment d'insécurité des jeunes filles qui sont davantage confrontées aux violences.

Privées d'éducation

Quel que soit leur âge, les filles ne demandent qu'une chose : pouvoir se rendre à l'école. Or, depuis le début de la crise, nombreuses demeurent celles qui ne s'y risquent plus, de peur d'être enlevées ou agressées sur le chemin. Une adolescente de 16 ans vivant à Bahuli, à l'est du Nigeria, témoigne « *Même sur le chemin de l'école, nous avons peur.* » Près d'1 fille sur 10 (8,48 %), confie avoir été victime d'agression sexuelle pour le seul mois de février 2018. Près de la moitié de ces violences se sont déroulées sur une route et près d'un quart au sein de l'école. Autre frein à l'éducation : les discriminations sexistes. Dans 25 % des cas de déscolarisation, le poids des tâches domestiques est en cause. Derniers responsables : les

mariages précoces et forcés. L'âge moyen d'union pour une fille se situe désormais autour de 14-15 ans. Il coïncide avec celui de la fin de l'enseignement primaire. « *L'école n'est pas importante pour les filles : elles vont finir mariées et rester à la maison* », se résigne une mère de famille à Zarmari, au nord-est du Nigeria.

© Plan International



Mariées de force

Depuis le début de la crise, le nombre de mariages d'enfants a augmenté. Au Niger, la situation est particulièrement préoccupante : 3 filles sur 4 sont mariées avant d'avoir atteint 18 ans. Dans la région la plus fortement touchée, le Diffa (au sud-est du Niger), elles sont 89 %. Lorsqu'il s'agit de décider d'un mariage, les adolescentes n'ont pas leur mot à dire. Pour 2 filles sur 3, la décision revient au père ou à la mère. Une jeune de 17 ans domiciliée à Zarmari confirme : « *Les parents marient les filles*

de force, car c'est la tradition ici. » Pire encore, les victimes d'agressions sexuelles sont souvent unies de force à leur bourreau. « *Ils l'ont mariée à son violeur* », répète une autre fille de 17 ans (Njimtillo, au nord-est du Nigeria).

Des vies en danger

Au cours de l'année 2018, plus d'1 fille sur 2 (52,68 %) a déclaré avoir subi une blessure majeure ou contracté une grave maladie, comme le paludisme. Certaines personnes interrogées ont également mentionné, malgré ce tabou, que le VIH affectait également les adolescentes. Les grossesses précoces – dont plus d'1 fille sur 10 reste victime – constituent une autre menace dans une région qui affiche un taux de mortalité maternelle parmi les plus élevés au monde (773,4 / 100 000). Une adolescente de 17 ans (Njimtillo, Nigeria) résume : « *À notre âge, l'accouchement est horriblement difficile.* »

Famine

La violence des groupes armés dans le bassin du lac Tchad empêche l'accès à l'agriculture, rare source de revenus et moyen de subsistance. Conséquence directe : 62 % des filles interrogées se couchent régulièrement le ventre vide et 68,3 % s'inquiètent du manque de nourriture chez elles. Les aînées sont davantage touchées par la faim. Elles avouent sacrifier leur repas au profit de leurs frères et de leurs sœurs. « *Parce qu'il y a peu de nourriture ... ce ne sont que mes frères et mes sœurs cadets qui mangent. Ma grande sœur et moi devons faire preuve de patience et rester le ventre vide* », raconte une adolescente de 18 ans domiciliée à Misherri, au nord-est du Nigeria.

Résilience

En dépit des nombreuses difficultés auxquelles elles font face, les filles restent courageuses et optimistes. L'origine de cette capacité de résilience ? L'éducation, véritable moteur de leur adaptation en temps de crise et élément essentiel à leur bien-être futur. Une fille de 13 ans (Bablin, à l'extrême-nord du Cameroun) se réjouit : « *Mon plus grand accomplissement est de bien travailler à l'école et de passer aux niveaux supérieurs.* »



© Plan International

Interrogées sur leurs besoins, les filles indiquent qu'elles souhaitent avant tout une aide humanitaire en matière d'accès à l'éducation et de prise en charge des frais de scolarité et des fournitures scolaires, comme le rapporte une jeune fille de 13 ans, dans le camp de Minawao à l'extrême-nord du Cameroun : « Ils doivent nous aider à aller à l'école et à trouver un peu d'argent. »



© Plan International

Sur le terrain, Plan International se mobilise pour répondre aux besoins des populations et en particulier à ceux des filles :

- 18 813 enfants (11 167 filles et 7 646 garçons) ont été inscrits dans des programmes d'éducation ou de formation
- 7 738 enfants (4 140 filles et 3 598 garçons) ont reçu du matériel scolaire
- 4 639 familles vulnérables ont été soutenues par le biais d'activités de développement économique
- 41 315 enfants (20 131 filles et 21 184 garçons) ont pu bénéficier des activités dispensées dans des espaces sûrs pour les enfants



© Plan International

Les filles : premières victimes de la crise

La crise qui secoue le bassin du lac Tchad est l'une des situations d'urgence humanitaire les plus préoccupantes. Elle affecte le nord-est du Nigeria, l'extrême-nord du Cameroun, le sud-est du Niger et l'ouest du Tchad. Plus de 2,6 millions de personnes sont déplacées, dont la moitié d'enfants. Près de 11 millions de personnes ont besoin d'une aide humanitaire !

C'est au Nigeria, en 2002, que le groupe islamique Boko Haram est apparu, revendiquant l'instauration d'un califat dans le nord du pays. Depuis 2009, leurs combattants ont déjà tué plus de 20 000 personnes. En 2013, la crise s'est étendue vers les régions de l'ouest du Tchad, du nord du Cameroun et du sud-est du Niger.

Les attaques n'épargnent pas les populations civiles qui se retrouvent, malgré elles, au cœur du conflit. Les femmes et les filles restent les premières victimes de Boko Haram, de groupes d'insurgés et des forces armées nationales.



Retrouvez en vidéo notre campagne pour la voix des filles dans l'urgence, au lac Tchad, au Bangladesh et au Soudan du Sud notamment.

Les filles ont 14 fois plus de risque de mourir que les garçons en période de conflits ! Au lac Tchad, au Bangladesh et au Soudan du Sud, les adolescentes restent les plus vulnérables face aux dangers liés aux crises humanitaires :

kidnapping, violences et abus sexuels, esclavage, déscolarisation massive... Partout dans le monde, les filles veulent faire entendre leur voix et leurs revendications !

Plan International les soutient.

Contact médias (données, photographies, interviews des équipes sur place...)

Julien Beauhaire / 01 44 89 90 92 / julien.beauhaire@plan-international.org

Clara Louvel / 01 44 89 90 93 / clara.louvel@plan-international.org

À propos de Plan International : ONG de solidarité, Plan International intervient dans 56 pays en développement pour permettre aux enfants et aux jeunes les plus exclus de devenir des adultes libres. Leur donner les moyens de construire leur avenir est pour Plan International la clé d'un développement à long terme. Depuis 80 ans, Plan International agit dans les zones les plus pauvres auprès de millions d'enfants exclus pour leur assurer un accès aux soins de base (santé, nutrition, eau et environnement sains), les protéger contre toutes les formes de violence et d'exploitation, leur donner une éducation puis une formation de qualité, leur donner les moyens de faire valoir leurs droits. Plan International conduit actuellement 2 606 projets de développement bénéficiant à 100,5 millions d'enfants grâce aux dons de particuliers, parrainage d'enfants, mécénat d'entreprise et subventions publiques. Dans le cadre des efforts à fournir pour ceux qui en ont le plus besoin, depuis 2007, Plan International mène une campagne de sensibilisation du grand public et des décideurs sur les droits des filles.